

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1976)

Heft: 361

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une institution perfectible (suite et fin)

ce qui peut être réalisé localement, de façon autonome. Il vaut mieux, souvent, ne pas intervenir massivement, au niveau du village ou de la région, pour ne pas risquer d'écraser les initiatives qui peuvent y être prises, mais apporter au contraire des éléments spécifiques sur lesquels reposent finalement les pouvoirs des pays riches. Ces éléments seront souvent ceux qui impliquent des importations de biens d'équipement, des transferts de technologies sophistiquées, des prêts pour des travaux d'infrastructure lourde.

Les conditions de vie réelles des populations — et non plus la fiction des agrégats statistiques du type PNB — le degré de couverture des besoins fondamentaux, qui n'ont pas tous matériels, sont devenus les pierres de touche de toute action de développement. Paupérisation et marginalisation accompagnant la croissance économique, on a bien dû voir qu'elle était une condition nécessaire, mais qu'elle n'était de loin pas suffisante pour extirper la misère. Certains miracles économiques, une fois analysés, ont révélé que les pauvres réalisaient en effet, quotidiennement, le miracle de la survie quotidienne.

Au niveau des collectivités locales

C'est le mérite de la Banque mondiale d'avoir accepté d'être jugée à cette aune. C'est le mérite de son président, McNamara, d'avoir dénoncé cette paupérisation et d'avoir affirmé qu'il était possible et nécessaire de la combattre. La politique de crédit de la Banque mondiale, de l'IDA principalement, s'adapte progressivement à cette nouvelle ligne. La stratégie de lutte frontale contre la pauvreté ne doit pas non plus être acceptée aujourd'hui comme voie unique de coopération au développement. On doit craindre qu'elle ne soit un nouvel avatar de la volonté de main-

tenir à tout prix la division actuelle du travail, et le désir de déterminer de l'extérieur les besoins du tiers monde.

On doit s'interroger sur les réformes de structures nécessaires, les goulets d'étranglement à faire sauter si l'on veut que l'inégalité régresse. On ne doit pas oublier que, dans la mesure du possible, la mobilisation sociale doit se jouer au niveau des collectivités locales, avec une intervention minimum de finances et d'experts contrôlés par l'extérieur.

Par la critique

Le débat en cours, concernant la Banque mondiale et plus particulièrement l'IDA, montre clai-

rement qu'il n'existe pas une forme idéale, achevée, de coopération au développement. C'est par la pratique et l'analyse sans concession de cette pratique, par l'expérimentation et la collaboration modeste aux efforts entrepris par le tiers monde lui-même, que les stratégies du développement seront mieux adaptées à la réalité. Le mouvement critique qui existe au sein même de la Banque mondiale et de l'IDA, l'effritement des majorités automatiquement pro-américaines, la conscience croissante des obstacles sociaux à la lutte contre la misère, la pression croissante exercée par le tiers monde uni dans les forums internationaux, malgré des divergences d'intérêts évidentes, contribuent à faire de l'IDA une institution perfectible.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Cinquante ans avant

Il faut avouer que, quelle que soit la sympathie qu'on peut éprouver pour la jeunesse, la jeunesse de notre pays, celle-ci donne bien des sujets d'inquiétude. En particulier, la facilité avec laquelle elle donne dans toutes les utopies, dans toutes les idées fausses, laisse mal augurer de l'avenir. Qu'en sera-t-il dans vingt ans, quand ces jeunes seront parvenus « aux responsabilités » ? On peut craindre que c'en soit fait de notre pays.

A ce sujet, je lis dans une revue autorisée ces lignes qu'on ferait bien de méditer :

« Un autre point qui m'a frappé dans une des réponses à votre enquête. Il touche à la démocratisation de notre armée, qu'un de vos correspondants voudrait voir accentuer. Je vous mets de toutes mes forces en garde contre l'exagération de cette tendance actuellement à l'ordre du jour. L'armée d'une démocratie ne saurait être elle-même démocratique au sens qu'on donne habituellement à ce terme, sans perdre aussitôt toute sa valeur militaire. »

Et plus loin, concernant les intellectuels, dont le Petit Livre de la Défense civile a dit tout ce qu'il fallait dire, mais qu'on ne saurait trop répéter : « Continuellement à l'affût d'idées nouvelles et de sentiments meilleurs, les jeunes intellectuels semblent avoir une préoccupation prédominante : être autre chose que ceux qui les ont précédés. Leur scepticisme systématique veut condamner tout ce qui fut avant eux.

L'amour rude et naïf

» Je doute pour ma part que des intelligences, toujours en quête de la perfection et trop raffinées, parviennent à créer une démocratie meilleure que celle qui naquit au Rutli, enfantée par des âmes simples et naïves. Et ce qui m'inquiète au plus haut point chez les jeunes, c'est qu'ils en soient à se creuser la tête pour trouver des raisons de tenir à la Suisse, que leurs aïeux aimait, et que nous aimons nous-mêmes encore, sans effort, de tout notre cœur. »

Les conséquences de cette funeste mentalité, on les connaît ! Car enfin, ce texte, signé par le lt-

colonel de Diesbach, a paru dans « La Revue romande » de juin 1919... Ces jeunes intellectuels approchent aujourd’hui des huitante ans ! Et si certains d’entre eux n’ont guère de reproches à se faire — M. Chaudet, ancien conseiller fédéral; M. Petitpierre, ancien conseiller fédéral, PDG de Nestlé; M. von Moos, et ce lieutenant, aujourd’hui colonel et l’un des responsables des syndicats patronaux, qui commanda le feu à Genève, en 1932 — combien d’autres qui ont poursuivi dans leurs sinistres menées, introduisant chez nous des idées étrangères; tout à la fois sceptiques et utopiques, s’efforçant de « créer une démocratie meilleure » (en voilà une idée !) et mettant sur pied par exemple l’AVS, qui nous donne tant de soucis; s’efforçant même — *horresco referens* — d’interdire les armes atomiques et ce commerce si légitime et qui peut se réclamer de l’exemple tant des USA que de l’URSS : l’exportation des armes, qui, si elle ne fait pas la fortune de tous les ouvriers travaillant à Oerlikon, permet du moins à M. Bührle de créer une admirable collection de tableaux et aux différents actionnaires de réaliser d’honnêtes bénéfices. Ecrivant des livres affreux — « Morale et politique ou les vacances de la probité », de Claparède, professeur à Genève (décidément, ces professeurs genevois...); « Vivre sa vérité », de Pierre Cérésole — qui conduisent tout droit au pire de tous, dont ma plume hésite à écrire le titre, cette « Suisse au-dessus de tout soupçon » de Ziegler...

Ah ! mon père, que je vous en veux, à vous et à votre génération, celle des jeunes intellectuels de 1919, justement dénoncés par le lt-colonel...

Tout de même, c'est bien dommage que Brunoheim soit mort !

J. C.

A NOS ABONNÉS

Rappel : l’administration de DP reste à votre disposition pour faire parvenir le journal à l’essai à des amis susceptibles de s’abonner !

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Le « bour » romand

Il s'appelle depuis longtemps « Trumpf buur » (valet d'atout) en Suisse alémanique, les lecteurs de quelques journaux romands le découvrent ces jours sous le nom « L'atout ».

Lorsque l'Association pour une libre information a commencé à publier des annonces dans la presse alémanique, la gauche a réagi rapidement, car le ton rappelait celui de certaines campagnes d'avant-guerre contre les fonctionnaires, les interventions étatiques et tout ce qui s'efforçait d'éviter le régime du loup libre dans la bergerie libre. Près de trente ans ont passé et les annonces du « Trumpf buur » paraissent actuellement trente-sept fois par année dans plus de trente journaux et vingt fois par année dans une vingtaine d'autres ce qui représente au total près de 1 700 000 exemplaires, de quoi toucher pratiquement tous les lecteurs de journaux de Suisse alémanique.

Le programme du « Trumpf buur », et probablement de sa branche romande « L'atout » : pour une économie privée efficace, pour la liberté de l'individu, pour l'Etat fondé sur le droit, contre la socialisation par la fiscalité, contre une bureaucratie débridée et contre la subversion communiste.

Dans ces appels, signés par l'ancien conseiller national Robert Eibel et par un M. Werner Galatti, les destinataires sont invités à se demander si une cotisation correspondant à 1 % de leur bordereau d'imposition ne se justifie pas. La fiche à renvoyer correspond à l'engagement de verser pendant trois ans une contribution annuelle de 100, 200, 300, 500 ou 1000 francs. Les contribuables visés semblent donc avoir des revenus confortables puisqu'ils paient entre 10 000 et 100 000 francs d'impôts en retenant la proportion suggérée.

Il existe heureusement encore une modeste presse socialiste. Silvio Bircher a complété l'article qu'il avait publié dans « Profil » sur la presse de

gauche en Suisse. Il note que la renaissance du « Volksrecht », grâce à l'appui du « Freier Aargauer », réduit à deux la perte nette des quotidiens socialistes en Suisse alémanique. Souhaitons que les temps difficiles pour beaucoup de travailleurs favorisent la diffusion d'une presse exprimant quotidiennement les problèmes et difficultés des classes populaires.

— *A noter, dans le supplément politique et culturel de la « National Zeitung », la deuxième partie de l'étude du philosophe bâlois Hans Saner centrée sur le rôle politique du pédagogue; l'auteur aborde la situation du professeur au sein des conflits avec le pouvoir, entendez en particulier avec les représentants des autorités publiques, de l'armée et de l'industrie.*

— *Dans le magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger » un reportage pour éclairer le statut de la femme (après les derniers votes enregistrés lors de certaine Landsgemeinde) : une journaliste a vécu pendant seize mois dans un village de Sumatra; là, les habitants sont organisés selon les règles du matriarcat le plus strict, là, l'appartenance à une famille est déterminée par l'origine de la femme, là, le mari quitte, pour la nuit des noces, le domicile de ses parents pour entrer dans la maison de sa femme.*

Cabaret économique

On connaît le rôle joué par certains cabarets politiques. Y aura-t-il aussi à l’avenir des cabarets économiques ? C'est possible, à considérer le succès en Suisse alémanique du cabaret bâlois « Stirbelwurm ». Son programme « multi-pack » appelle certaines multinationales par leur nom et contribue à mieux éclairer les réalités économiques d’aujourd’hui : les licenciements, la lutte pour le franc du consommateur, les fusions, les limites de la participation et les fermetures d’entreprises. Ce programme, très bien interprété par une fille et cinq garçons, trouvera-t-il des échos en Suisse romande ?